



## COMMUNIQUE

La Fédération Nationale des Ports et Docks C.G.T. tient de nouveau à s'exprimer par ce communiqué (**et uniquement ce communiqué**) pour manifester « **son indignation** » vis-à-vis de l'amalgame qui est présenté par les médias et le gouvernement entre notre organisation et les casseurs.

Assimiler notre organisation et plus spécifiquement la profession de Docker comme étant des voyous, est scandaleux et irrespectueux des travailleurs qui ne font que défendre leurs droits.

Après renseignements pris auprès des syndicats et délégués qui ont participé à la mobilisation du 14 juin, la Fédération tient à rappeler et confirmer à la presse la réalité des faits.

Tout d'abord, nous rappelons que la Fédération a en amont de la journée de mobilisation du 14 juin, informé l'ensemble des syndicats de la nécessité d'encadrer notre cortège au vu des provocations policières et des casseurs constatées lors des manifestations précédentes sur Paris.

Notre participation massive à la mobilisation du 14 juin s'est donc faite pendant plus de 5 heures dans le respect de chacune et chacun dans la dignité, pour la défense de nos droits et contre une loi régressive.

**Alors que notre service d'ordre, pendant l'ensemble de la manifestation a parfaitement encadré notre cortège, comment le gouvernement peut-il expliquer et justifier qu'à 50 mètres de l'arrivée de la manifestation et sans aucune raison, que les forces de l'ordre aient fait usage de bombes lacrymogènes, de leur matraque pour couper délibérément en deux notre cortège en insultant les militants et les travailleurs ?**

**La Fédération a en sa possession des vidéos, des photos et des témoignages qui démontrent la violence policière dont ont été victimes nos Camarades qui n'ont répondu que par légitime défense à une agression de délit de faciès et non pour s'associer à des casseurs.**

N'est-ce pas une manœuvre orchestrée pour discréditer la puissante et massive mobilisation sur Paris ?

La Fédération dénonce de nouveau la manipulation médiatique et gouvernementale qui vise à associer la Fédération et la profession de Docker à des casseurs.

Alors que des images circulent sur le net, comment explique-t-on que personne, aucun média ne font état de la complaisance des forces de l'ordre à l'égard des groupuscules de casseurs qui ont attaqué honteusement l'Hôpital Necker pour enfants.

Comment se fait-il que 1 000 casseurs aient pu être présents en tête de manifestation ?

N'est-ce pas au gouvernement d'assurer les bonnes conditions d'exercice du droit de manifester dans la sécurité ?

Adresser le courrier à :

.../...

Fédération Nationale des Ports et Docks C.G.T. Case 424 - 93514 Montreuil Cedex

Téléphone 01 55 82 89 30 - Fax 01 55 82 89 29 - Mail : [contact@portsetdocks.org](mailto:contact@portsetdocks.org) - Site : [www.portsetdocks.org](http://www.portsetdocks.org)

CCP Fédération Ports et Docks 2061 76 K Paris

L'orchestration médiatique du gouvernement le lendemain des faits ne dupe personne.

Après l'utilisation de l'état d'urgence, des inondations, de l'Euro de foot, le gouvernement, plutôt que d'entendre la contestation de millions de travailleurs qui refusent le modèle de société qu'il veut nous imposer, cherche à museler la contestation en remettant en cause des valeurs fondamentales de notre République : la liberté d'expression.

Serait-on de retour aux périodes sombres de l'Histoire de France, à la criminalisation du fait syndical (loi 04 octobre 1941).

La Fédération réaffirme que le gouvernement porte l'entière responsabilité de la tension sociale actuelle par son autisme et ses manœuvres autoritaires affichant un mépris indigne vis-à-vis des travailleurs qui défendent leurs droits à l'appel des organisations syndicales qui s'opposent à son projet de loi dont la C.G.T.

Comment le Président de la République, emprisonné par les injonctions antisociales de l'Europe capitaliste peut-il piétiner à ce point le peuple qui l'a élu ?

Au vu de la radicalisation du gouvernement, la Fédération avait écrit et interpellé notre Ministère de tutelle, Monsieur VIDALIES, le 24 mai dernier, afin de lui manifester nos inquiétudes, craignant le pire au fur et à mesure des initiatives territoriales et nationales.

Les violences policières qui ont émaillé la fin de la manifestation du 14 juin confirment, malheureusement le scénario que nous redoutions.

Le gouvernement doit rapidement reprendre le chemin du dialogue et stopper le processus législatif de la loi Travail.

Il doit également stopper ses initiatives antisyndicales, répressives et libérer nos Camarades du Havre et de Dunkerque, injustement incarcérés, dont les droits sont bafoués.

A l'appel de notre Confédération, la Fédération Nationale des Ports et Docks C.G.T. réaffirme sa détermination à poursuivre les actions revendicatives sous les formes décidées localement et à participer massivement aux journées de mobilisation des 23 et 28 juin pour lesquelles nous appelons à des arrêts de travail de 24 heures.

La Fédération Nationale des Ports et Docks C.G.T. réunit en Bureau Fédéral le 22 juin, analysera la situation sociale actuelle et envisagera, au-delà des modalités d'actions prévues, une éventuelle réponse appropriée aux violences policières subies et à l'orchestration médiatique du gouvernement dont nous sommes victimes.

La Fédération félicite et remercie de nouveau l'ensemble des syndicats, des délégués, des travailleurs pour leur participation exemplaire à cette lutte juste et légitime, conscients de la nocivité de la loi Travail.

**Le gouvernement ne règlera pas la tension sociale actuelle par la manipulation, la force ou la répression, mais par un dialogue constructif à l'écoute de nos revendications, à l'identique de ce que nous connaissons dans le monde portuaire.**

Montreuil, le 16 juin 2016